

soit par différents moyens sur toutes une série de projets que nous avons pu trouver et nous avons rassemblé en plusieurs étapes quelques 400 projets qui ont été présélectionnés pour ensuite arriver à une solution terminale avec un mode de jury un peu particulier, c'est-à-dire arithmétique ce qui implique que les projets arrivant en sélection finale n'étaient pas recommandé par l'ensemble du groupe mais par une très large majorité.

Q. Que verra-t-on dans cette section?

R. Dans cette section d'architecture, on verra grossièrement 68 projets différents venant de quelques 15 pays du monde dont la majorité, des pays d'Europe et des Etats-Unis parce que l'urbanité d'Afrique nous ne savons pas encore comment elle peut se résoudre et qu'en plus il y a d'autres problèmes qui sont spécifiques à l'Afrique ou à l'Asie. Les projets seront divisés en une série de sous-catégorie: ceux qui s'occupent de la ville dans son ensemble, d'un quartier, de la rue ou d'un îlot, des espaces collectifs extérieurs, d'interventions d'artistes dans la ville liée toujours à cette problématique d'urbanité. Il y a aussi les reconversions d'un certains nombres de sites anciens en d'autres activités, les objets éphémères, les fêtes etc...

Q. Que pensez-vous de: Architecture - Politique - idéologie?

R. Il n'y a pas d'architecture sans une politique et sans une idéologie. Mon point de vue là-dessus est que l'architecture est un signifiant. Nous sommes dans un signifiant non pas de l'histoire de la ville mais de la résultante de la transformation des nouveaux comportements qui sont en train d'émerger ou qui ont émergé depuis la guerre 40 en Europe et en Belgique et d'autre part, des transformations économiques depuis ces années-là. L'architecture telle que nous l'avons développée dans la Biennale, puisque c'est de la Biennale quand même que l'on parle reflète surtout cette problématique. Nous sommes en train de changer et de déterminer de nouveaux rapports économiques et de nouveaux rapports culturels. L'autonomie des personnes se transforme. Le logement par là même doit répondre à une nouvelle demande puisque les rapports du couple sont en train fondamentalement de se transformer. Les rapports parent-enfant se modifient aussi. Les rapports suivant les tranches d'âge changent profondément. L'architecture, dans sa structure, devra totalement être le répondant à cette nouvelle chose. J'ai parlé ici de la vie de la famille mais on pourrait parler des rapports de voisinage qui à mon point de vue vont petit à petit disparaître dans les formes que nous connaissons. Dans le groupe de voisinage, l'identité comportait un immense contrôle social. Cela va disparaître au bénéfice de ce beaucoup de gens vivent déjà ce qui est en gros un processus d'individualisme et de massification de l'ensemble de la société mais là où je crois qu'il y a un avenir, c'est dans la nécessité que l'on sent déjà dans les quartiers populaires, celle de la réélection des groupes de base mais qui au lieu d'être dans un rapport obligé parce que de voisinage basé sur la réciprocité, vont être des rapports volontaires qui seront fait en fonction de problèmes économiques et nouvelles structures économiques, qui seront les phénomènes de crise de la fin du XX^e siècle. Par la même nous aurons une architecture qui ne sera pas l'histoire de la ville européenne, mais qui posera les questions de l'histoire en terme de cette dynamique économique et culturelle dont je viens de parler, qui verra dans quelle mesure elle a besoin de certaines normes de l'Histoire pour se la réapproprier et le marquera dans l'espace et qui donnera des objets et de l'espace de la ville qui sera de l'architecture et de l'urbanisme. C'est vraiment l'antithèse d'un processus qui part de la ville comme phénomène global auquel il faut souscrire quitte même à donner des coups de pied au derrière de l'ensemble des usagers pour qu'ils se conforment. Pour moi cela participe exactement d'un même modèle que celui de la Charte d'Athènes avec le zonage, les cités monofonctionnelles etc. Nous avons un nouveau modèle, il s'agit de souscrire à nouveau à la ville européenne. Je ne pense pas pour autant que ce soit l'avenir de l'évolution de l'architecture et la plupart d'entre-nous au jury de la Biennale souscrivent à cette idée.

Q. Il y a en Belgique un courant d'architecture qui pour moi est personnalisé par Maurice Culot. Il était professeur à la Cambre. Comment situez-vous cette démarche?

R. Maurice Culot a compris la ville qu'on le veuille ou non même si nous ne sommes pas d'accord sur un certain nombre de chose. Il a parfaitement compris la ville. C'est un homme qui a compris trois éléments. La ville appartient aux habitants. La ville est un processus culturel tel qu'il ne se défait pas sans accrocs et dont il est fondamentalement nécessaire de tenir compte. La ville est une multi-fonctionnalité et non pas un zonage. La ville est aussi un processus d'appropriation technique et technologique dont il faut tenir compte et qu'on ne peut élaborer. C'est fondamental et participe de l'immeuble tradition urbaine telle que Lefèvre et d'autres en ont parlé. En plus ce qu'à parfaitement compris Maurice Culot, c'est que la ville est un rapport économique, la production de l'architecture de la ville ne se fait que dans ce conflit permanent du rapport économique, politique et c'est le contraire de la Charte d'Athènes qui alors faisait table rase de l'histoire pour reconstruire quelque chose en fonction d'un homme et d'une culture idéale qui était profondément de l'utopie. Là où ils sont semblables, c'est qu'ils produisent de la ville comme phénomène ville-construit en lui-même et non pas comme résultat d'une pratique sociale dans son ensemble. Là où il y a une divergence entre Culot et ce que la Charte d'Athènes propose et qui est fondamental, c'est qu'il produit de la ville en fonction d'un conflit vis-à-vis des pouvoirs publics, vis-à-vis de l'économie et montre cette relation conflictuelle et fondamentale. Cette préoccupation est basée d'abord sur les comités de quartiers. Mais malheureusement, il n'a tenu compte actuellement - et nous espérons qu'il pourra le faire - de la problématique qu'est la prise en compte de

l'ensemble de la globalité culturelle d'un groupe social ou d'une entité sociale et économique et il a comme dans la Charte d'Athènes évacué tout processus d'appropriation de l'espace. Cela au nom de l'efficacité, de la stratégie et de la politique, il pense que les gens sont capable de comprendre ce qu'il leur propose. Il faut leur donner une ligne toute simple mais il a évacué l'appropriation de l'espace. C'est là personnellement que nous sommes en désaccord tout à fait profond. Nous exposerons à la Biennale un certain nombre de projets du groupe de Culot, mais en montrant les limites de leurs propositions. Ce que Culot a compris qui est fondamental et qui est l'antithèse de la Charte d'Athènes et qui est un aspect profondément génial, c'est qu'en construisant la ville en fonction de sa tradition technologique et technique, non seulement il donnait de l'emploi, non seulement il ne coutait pas plus cher, mais contrairement à ce qu'on pouvait dire, il remettait en question cette notion de démocratisation de l'art, démocratisation de masse pour donner au monde du travail, au monde ouvrier les objets, le manuel, son savoir-faire, son savoir de l'expérience qui est la base même de sa culture qui s'exprime par la fête, par le milieu de vie et qui est l'anti-thèse de la culture bourgeoise qui, elle, a développé dans les arts plastiques, les arts de la connaissance, les arts intellectuels etc. et qui montre bien cette double réalité à mon point de vue de ces deux cultures qui se voisinent l'une par rapport à l'autre, dont l'une fonctionne dans un certain milieu et l'autre dans un autre. Alors qu'actuellement, on a enlevé l'ensemble des outils au monde du travail et on leur a dit: nous allons vous démocratiser l'art, on n'a démocratisé qu'un modèle dominant et qu'une culture dominante et cela Maurice Culot l'a parfaitement saisi et sa volonté de vouloir reconstruire la ville en fonction de cette technologie participe de l'emploi, de l'économie et de la recherche de nouvelle technologie mais aussi de cette spécificité culturelle qui est la base même de la réalité urbaine.

Q. Les tenants d'une rénovation urbaine ont peut-être une plus grande chance de faire valoir leur idée actuellement, en période de crise économique puisque ils ont moins à redouter la concurrence des promoteurs immobiliers.

R. Non, je crois que c'est absolument faux. C'est vrai, quand on fait l'ensemble de l'analyse des coûts globaux c'est à dire non seulement l'analyse des coûts de la construction proprement dite mais aussi celle des coûts de santé, de psychiatrie, de la délinquance etc. En réalité, on ne part que des hypothèses de reconstruction et de rénovation qu'en tenant compte des principes que j'ai abordé avant. Mais vis-à-vis des promoteurs, il y a un fossé. A mon point de vue, ils ne peuvent prétendre tenir qu'une partie de la réalité économique et qui coutent le moins cher. Ils ont les outils, ce que n'ont pas les comités de quartier et les organismes de rénovations, des outils techniques et un mode d'organisations, des structures de bureau, de l'emploi dans leurs entreprises, des structures d'organisations de l'informatique telle qu'ils montrent qu'ils coûtent moins cher. Le problème, c'est que la rénovation demande une modification des structures non seulement économique mais des structures presque corporatives. Non seulement corporatives mais de fonctionnement et que le promoteur a beau jeu vis-à-vis des pouvoirs publics parce qu'il peut prouver qu'en un temps donné il a construit autant alors que les choses fines comme la ville se sont construites lentement. Les choses fines demandent du temps et pas obligatoirement de l'argent versé ou déversé. Les promoteurs vivent dans un autre circuit, dans un autre monde avec d'autres aptitudes de penser et dans l'envahissement d'une notion de progrès... la grande idéologie du progrès par lequel ils croient qu'ils vont résoudre la crise. Les tenants de la rénovation urbaine ayant lu un certain nombre de choses, ayant fait des calculs savent que la crise ne sera pas résolue par eux mais qu'elle ne sera sans doute jamais résolue. Nous allons beaucoup plus vers un processus de croissance zéro ou même moins un plus que vers un processus de progrès. Le progrès se passe autre part. Vous avez une double articulation de gens qui vivent en parallèle mais qui sont amenés à ne plus de tout se comprendre. Ce seront des rapports de force qui détermineront l'avenir.

Q. Pour revenir plus précisément à la Biennale de Paris, pouvez-vous nous épinglez quelques projets qui figurent au programme?

R. Il y a deux projets tout à fait exceptionnels et qui partent de pratiques d'une communauté existante qui s'exprime dans l'espace, fait des plans d'aménagement, envisage son architecture, crée des caisses de solidarité, des caisses d'épargne, construit, fait finalement de l'auto-construction, c'est le Projet du Mexique et celui de la Mauritanie. Un peu dans le même esprit nous avons le projet le L'Almagare à Roubaix. C'est vraiment tout à fait exceptionnel. Les architectes belges Verbist et consort en font partie. Il y a des projets plus utopiques mais très intéressants comme démarche de travail. C'est le travail de Ferri à New-York et celui de Tchumi pour Londres.

Il y a aussi le travail de Caetano Pecher pour le concours des Halles. Pour la Belgique, on a un projet d'un couple de jeunes qui sont des anciens élèves de la Cambre ayant travaillé avec Maurice Culot Michel Verlinden et Brigitte D'Hellemans pour le quartier du Palais Royal et leur concours de Brême. Nous avons aussi le projet d'une série d'édicules faits par des étudiants de la Cambre et puis certaines parties de Louvain-La-Neuve qui ont été faites par le groupe URBS qui nous intéressent aussi.

Je voudrais signaler de plus que parallèlement à la Biennale de Paris, il y aura du 15 octobre au 15 novembre une exposition à la Maison de la Communauté française de Belgique, place Beaubourg, une sélection de jeunes architectes. Il y aura une vingtaine de projets.